

	<p align="center">SPTP/UNALIT à Saint-Usage (21) : Enlèvement de déchets</p> <p align="center">Réf Place : DA2021001559</p>		
N°	Question du candidat	Date de réponse du Chef de Projets de l'ADEME	Réponse du Chef de Projets de l'ADEME
1	Est-il nécessaire de prévoir la mise en œuvre de barriérage pérenne autour du site afin d'assurer la mise en sécurité (risque d'intrusion y compris après la fin de l'enlèvement de déchets)	26/04/2024	La mise en sécurité par mise en place de barrières pérennes tout autour du site ne fait pas partie de la présente consultation. Les candidats pourront toutefois prévoir un barriérage de chantier utilisant et améliorant l'existant s'ils l'estiment pertinent. Par ailleurs, nous avons indiqué au liquidateur judiciaire (via la DREAL) et au futur acquéreur du site les constats d'intrusion et de déplacement / vol de matériel sur le site. Ceux-ci envisagent la mise en place d'un nouveau cadenas et de barrières complémentaires pour limiter les intrusions
2	La réalisation d'une seconde visite de site pour préciser les données (mètres notamment) est-elle possible, avec ou sans la présence de l'ADEME ?	26/04/2024	La réalisation d'une visite de site complémentaire pour quelle que raison que ce soit n'est pas autorisée. L'objet de la visite obligatoire réalisée le 23 avril dernier étant justement l'évaluation des contraintes, modalités des prestations et des quantités/natures de déchets ou de prestations à mettre en œuvre
3	Comment obtenir des informations complémentaires concernant le présent dossier de consultation ?	26/04/2024	Il est rappelé que l'ensemble des questions relatives au présent dossier de consultation doivent être posées via la plateforme PLACE
4	Concernant les cadres de réponse "amiante" : il est mentionné la mise en sécurité des cuves du site SPTP vis à vis de l'amiante. Or il n'est pas fait mention, dans le diagnostic amiante SPTP, de cuves présentant de l'amiante (joint...). Cela ne rejoint-il pas le cas 1 ?	14/05/2024	Lors du diagnostic amiante réalisé au droit du site SPTP, les joints de bride et autres éléments des cuves n'ont pas fait l'objet de prélèvements, étant inaccessibles au prestataire. Dès lors, la présence d'amiante au droit de ces éléments ne peut pas être exclue et l'ADEME a considéré que les opérations de mise en sécurité de ces cuves (pour lesquelles le diagnostic n'a pas pu être réalisé) doivent prendre en compte la présence potentielle d'amiante. C'est pourquoi il est demandé aux candidats de préciser leur méthodologie vis-à-vis de ce risque potentiel